

## INDONÉSIE (TIMOR ORIENTAL)

Les ABRI doivent mettre fin aux agissements des unités paramilitaires

Index AI : ASA 21/30/99

« Le gouvernement et les forces armées (ABRI) d'Indonésie ne font rien pour assurer la protection des partisans de l'indépendance du Timor oriental, en dépit d'avertissements laissant entendre que les unités paramilitaires s'apprêtent à lancer des attaques au Timor oriental en cette fin de semaine », a déclaré Amnesty International.

Quelque 1 500 membres de groupes paramilitaires se sont rassemblés dans les rues de la capitale du Timor oriental, Dili, après quoi des descentes ont été opérées aux domiciles de partisans de l'indépendance.

Parmi les personnes prises pour cibles figuraient Manuel Carrascalao, ancien député, et Leandru Ishac, numéro deux du Conselho Nacional da Resistencia Timorense (CNRT, Conseil national de la résistance timoraise), l'aile politique de la résistance timoraise.

Amnesty International a appris que plusieurs personnes ayant trouvé refuge chez Manuel Carrascalao avaient été tuées par des membres d'unités paramilitaires, lorsque son domicile a été attaqué. Si le nombre exact de victimes demeure incertain, les ABRI auraient reconnu la mort de huit personnes.

Deux journalistes étrangers ont été menacés et roués de coups alors qu'ils tentaient de fuir.

« Si tant est qu'il y eût encore des doutes quant à sa complicité dans les activités des organisations paramilitaires pro-indonésiennes, l'armée, en se refusant ce week-end à agir pour empêcher les attaques, les aura dissipés », a ajouté Amnesty International.

L'Organisation éprouve à présent de vives craintes pour la sécurité des partisans de l'indépendance, des observateurs surveillant la situation des droits humains et des journalistes. Il convient de faire pression sur les ABRI pour qu'elles prennent les mesures nécessaires en vue de mettre fin à la violence exercée par les unités paramilitaires.

Le 22 avril, le ministre indonésien des Affaires étrangères Ali Atlas et le gouvernement portugais doivent arrêter les modalités d'un projet d'autonomie du Timor oriental au siège des Nations unies à New York.

« Comment ne pas s'interroger sur la bonne foi de l'Indonésie dans ces négociations, alors même qu'elle laisse les unités paramilitaires semer la terreur au sein de la population du Timor oriental ? », a demandé Amnesty International.

L'organisation de défense des droits humains demande le désarmement et le démantèlement immédiats des unités paramilitaires et le déploiement d'observateurs des Nations unies chargés de veiller au respect des droits humains au Timor oriental. I